

COMPTE-RENDU SUR LES QUESTIONS INSCRITES
A L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL DU
MERCREDI 12 DECEMBRE 2018

1 - Séances des Conseils Municipaux des 28 septembre et 15 octobre 2018 : Approbation des procès-verbaux

Sur rapport de M. VEUNAC, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver les procès-verbaux des séances des 28 septembre et 15 octobre 2018.

ADOpte

**Le procès-verbal du 28 septembre 2018 est adopté sans réserve.
Le procès-verbal du 15 octobre 2018 est adopté sous réserve de la mention des
corrections demandées par M. SAINT-CRICQ.**

2 – Composition du conseil municipal : Accueil et installation d'un nouveau conseiller

Sur rapport de M. VEUNAC, Madame Virginie LANNEVERE, élue le 14 avril 2014, en qualité de conseillère municipale de la commune de Biarritz, a présenté par courrier réceptionné le 19 octobre 2018, sa démission volontaire de son mandat de conseiller municipal.

Conformément à l'article L 2121-4 du CGCT, Monsieur le Préfet a été informé de cette décision à réception du courrier.

Conformément aux règles édictées à l'article L 270 du code électoral, « le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le conseiller municipal élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit ».

En conséquence, compte tenu du résultat des élections qui se sont déroulées le 30 mars 2014, Madame Karine DUBOURG, est appelée à remplacer Madame Virginie LANNEVERE.

En application de l'article L 270 du Code électoral, Madame Karine DUBOURG, a été installée dans ses fonctions de conseillère municipale.

Le tableau du conseil municipal sera mis à jour en conséquence.

Il a donc été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir prendre acte de cette modification.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE

3 - Syndicat Intercommunal à vocation unique (SIVU) Txakurrak : Modification des statuts et augmentation de la contribution des communes

Sur rapport de Mme DAGUERRE, le Syndicat Intercommunal Txakurrak a été créé le 1^{er} septembre 2004 sous la forme juridique d'un syndicat intercommunal à vocation unique chargé de gérer la fourrière animale des 20 communes adhérentes.

Ce Syndicat assure, pour leur compte, l'accueil et la garde des chats et chiens trouvés errants ou en état de divagation jusqu'au terme des délais fixés aux articles L211-24, L211-25 et L211-26 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

La fourrière est un service public.

En raison de l'adhésion d'une ville supplémentaire, la commune d'Ustaritz, par délibération en date du 28 juin 2018, les statuts du Syndicat ont été modifiés.

Par ailleurs, la contribution des communes a été augmentée de 0,20 €.

Il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir adopter ces deux modifications.

ADOPTÉ

4 - Association Biarritz Evènement : Décision de transfert de l'activité à la Ville

Sur rapport de M. CLAVERIE, depuis sa création en 2003, l'association Biarritz Evènement, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, a œuvré pour l'organisation et le suivi d'animations populaires (Biarritz en lumière, Pâques, Les Casetas, les arts de la rue, le village des Bodegas, la fête au Port, Halloween...), pour l'apport de son concours logistique dans l'organisation de spectacles, concerts ou événements festifs dans la ville (les jeudis de l'océan...).

Dans ce cadre, l'association devait également définir une stratégie et des objectifs de développement de l'animation festive sur Biarritz.

Mise en œuvre depuis 15 ans, cette stratégie de développement et de diversification a obtenu des résultats significatifs et une fidélisation du public avec une fréquentation record pour certaines animations comme Halloween au jardin public ou « Biarritz en lumière » pour les fêtes de fin d'année.

A ce titre, une convention d'objectifs est signée chaque année avec la ville de Biarritz pour la promotion et la mise en place du programme d'animations par l'association Biarritz Evènement dans les différents lieux et quartiers de Biarritz et décidant le versement d'une subvention directe (de 710 000€ en 2018) ainsi que la mise à disposition de moyens humains et matériels évalués à 81 600€ en 2018.

Par ailleurs, depuis 2015, l'association Biarritz Evènement bénéficie également d'une mise à disposition de locaux dans la villa Natacha, contigus à ceux occupés par la direction des affaires culturelles et l'association Biarritz Culture récemment relogées depuis leur départ de la Maison des associations.

Dans ces conditions, la coexistence de plusieurs acteurs majeurs pour l'organisation et la mise en œuvre d'animations ou évènements culturels a conduit à mener une réflexion en vue d'optimiser et de rationaliser tous les moyens humains, matériels et financiers mobilisés par la ville de Biarritz.

Ainsi, la décision d'une reprise en régie des actions menées par l'association Biarritz Evènement a été envisagée, avec son intégration au 01/01/2019 au sein des services de la Ville, et plus particulièrement des Affaires Culturelles.

Bien entendu, ce transfert d'activités nécessitera la décision favorable des membres de l'association Biarritz Evènement convoqués en assemblée générale extraordinaire.

A ce titre, les comptes et bilan de l'association Biarritz Evènement clôturés au 31/12/2018 devront être approuvés par cette assemblée générale, qui décidera également la dissolution de l'association et la dévolution du solde liquidatif approuvé par le commissaire aux comptes de l'association Biarritz Evènement.

Dans ces conditions et après avis favorable de la commission des finances, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver :

- le principe de la dissolution de Biarritz Evènement et de la reprise au 01/01/2019 par la Ville de l'activité de l'association Biarritz Evènement pour l'organisation d'animations populaires et d'évènements culturels et festifs à Biarritz,
- l'intégration au 01/01/2019 des agents salariés de l'association Biarritz Evènement au sein des effectifs permanents de la ville de Biarritz dont les conditions d'intégration seront abordées dans une délibération spécifique.

ADOpte

5 - Personnel de Biarritz Evènement : Décision de reprise par la Ville du personnel de l'association

Sur rapport de M. CLAVERIE, compte tenu de la dissolution de l'Association Biarritz Evènement et de sa reprise en régie directe à compter du 01/01/2019, évoquée précédemment, le personnel de l'Association est transféré de plein droit auprès de la Ville. Ce transfert est régi par les dispositions de l'article L 1224-3 du Code du travail.

Aussi, il appartient à la Collectivité de proposer aux salariés un contrat de droit public à durée déterminée ou indéterminée selon la nature du contrat de travail détenu auparavant. Ces contrats devront reprendre les clauses substantielles contenues dans leur contrat de travail actuel au sein de l'Association (rémunération, taux d'emploi...).

En cas de refus d'un salarié d'accepter le contrat proposé, le contrat prendra fin de plein droit et le licenciement sera prononcé par la Collectivité en application du Code du travail.

Le Comité technique de la collectivité a, au cours de sa réunion du 30/11/2018, émis un avis favorable à la reprise en régie directe des activités de l'Association Biarritz Evènement.

Il a donc été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir créer les emplois permanents suivants :

- un emploi permanent d'attaché principal à temps complet susceptible d'être pourvu par un contractuel,

- un emploi permanent d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps non complet (28h/35h) susceptible d'être pourvu par un contractuel,

- un emploi permanent d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps non complet (21h/35h) susceptible d'être pourvu par un contractuel.

Le tableau des effectifs sera modifié en fonction.

Ces emplois seront pourvus par les agents transférés dont les contrats de droit privé deviendront des contrats de droit public, contrats à durée indéterminée (CDI).

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice 2019.

ADOPTÉ

6 - Ouverture des commerces le dimanche : Décision de dérogation au repos dominical des salariés pour les commerces de détail en 2019

Sur rapport de Mme BLANCO, le statut de commune d'intérêt touristique de la Ville de Biarritz permet à ses commerçants d'employer du personnel salarié le dimanche, sans limitation pour la plupart des activités, et jusqu'à 13h pour les commerces alimentaires, sous réserve de la conclusion d'un accord fixant pour les salariés concernés les compensations et contreparties.

Par ailleurs, les commerces de fabrication alimentaire destinée à une consommation immédiate bénéficient d'une dérogation de droit.

Or, l'article L.3132-26 du Code du Travail dispose que : « Dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du conseil municipal ».

Cette disposition peut être utilisée pour permettre aux commerces alimentaires, hors dérogation de droit, d'ouvrir le dimanche en employant du personnel salarié, après 13 h, ainsi que pour les commerces de détail qui n'auraient pas conclu d'accord d'entreprise.

Le code du travail précise par ailleurs que seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche.

Chaque salarié privé de repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure à 400 m², lorsque les jours fériés légaux, à l'exception du 1^{er} mai, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches désignés par le maire, dans la limite de 3.

Il a été précisé que ces dérogations sont accordées collectivement pour l'ensemble des établissements de la même branche commerciale.

Il est à souligner que les périodes de forte activité des commerces intéressés diffèrent selon leur nature (voir tableau ci-dessous).

La décision du Maire supprimant le repos dominical est prise après consultation préalable obligatoire des organisations d'employeurs et de salariés intéressées.

Suite à la consultation des commerces de détail de la Ville, la liste suivante a été proposée au Conseil Municipal :

Code NAF	Branches commerciales	Liste dimanches
4711 A	Surgelés	1 ^{er} 8 15 22 29 décembre (Fêtes fin d'année)
4711 F	Hypermarchés	14 21 28 juillet (Saison été) 4 11 18 25 août (Saison été) 29 septembre (Foire vins) 8 15 22 29 décembre (Fêtes fin d'année)
Autres codes NAF Alimentaires	Autres activités alimentaires (sauf les commerces bénéficiant d'une dérogation de droit)	21 avril (WE Pâques) 7 14 21 28 juillet (Saison été) 4 11 18 25 août (Saison été) 15 22 29 décembre (Fêtes de fin d'année)
Tous codes NAF de l'équipement de la personne et de la maison	Equipement de la personne et de la maison	30 juin (Soldes) 7 14 21 28 juillet (Saison été) 4 11 18 25 août (Saison été) 22 septembre (Braderie) 22 29 décembre (Fêtes de fin d'année)
4511 Z	Concessions automobiles	20 janvier (Portes ouvertes) 17 mars (Portes ouvertes) 16 juin (Portes ouvertes) 13 octobre (Portes ouvertes)

Afin de soutenir l'activité commerciale de Biarritz, dans un contexte concurrentiel fort, et pour répondre au mieux à la demande des consommateurs, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir donner un avis favorable à l'ensemble de ces propositions de dérogations au repos dominical des salariés des commerces de détail de la Ville de Biarritz.

ADOpte
MONSIEUR VIAL S'ABSTIENT

7 - SEM Socomix Hôtel du Palais : Désignation de nouveaux représentants au conseil d'administration en remplacement de deux conseillers municipaux démissionnaires du Conseil d'administration

Sur rapport de M. VEUNAC, conformément à l'article L 2121- 33 du CGCT, le conseil municipal, au cours de ses séances du 17 avril 2014 et du 5 avril 2018 a procédé à la désignation de ses représentants pour siéger au sein du conseil d'administration de la SEM Socomix Hôtel du Palais.

Selon les règles de l'article L 1524-5 du CGCT, le nombre de représentants du conseil municipal de la ville de Biarritz, siégeant au conseil d'administration s'élève à 9, et sont les suivants :

M. VEUNAC
M. LAFITE
M. BARUCQ
Mme RICORD
Mme CASTAGNEDE
Mme PINATEL (démissionnaire)
Mme LANNEVERE (démissionnaire)
M. DESTIZON
M. DOMEGE

A la suite des démissions de Madame Virginie LANNEVERE de ses fonctions de conseiller municipal et d'administrateur de la SEM Socomix, et de Madame Anne PINATEL de sa fonction d'administrateur de la SEM Socomix, il appartient au conseil municipal de procéder à leur remplacement par la désignation de deux nouveaux représentants du conseil municipal au conseil d'administration pour le reste de la durée du mandat municipal.

En conséquence, et en application des articles L 2121-33 et L 2121-21 du CGCT, le Conseil Municipal a été invité à désigner deux nouveaux représentants au sein du conseil d'administration de la SEM Socomix.

Il a été rappelé que selon l'article L 2121-21 - 2^{ème} du CGCT, le vote pour la nomination d'un représentant à lieu au scrutin secret.

Si aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil municipal peut aussi en vertu de ce même article décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret.

Les candidatures devaient être déposées auprès de M. Le Maire, au plus tard avant le début de la séance.

Monsieur le Maire a reçu les candidatures de MM. ROBERT et PUYAU.

Le vote a eu lieu au scrutin secret à la demande de la majorité des membres présents.

Il a été procédé en premier lieu à l'élection de M. Alain ROBERT.

- Votants : 35
- Blancs : 4
- Nuls : 9
- Pour : 21
- Contre : 1

Monsieur Alain ROBERT a donc été élu à la majorité des suffrages exprimés en tant que représentant de la SEM Socomix Hôtel du Palais.

Il a ensuite été procédé à l'élection de M. Alain PUYAU.

- Votants : 35
- Blancs : 6
- Nuls : 6
- Pour : 23
- Contre : 0

Monsieur Alain PUYAU a donc été élu à la majorité des suffrages exprimés en tant que représentant de la SEM Socomix Hôtel du Palais.

8 - Plan Local d'urbanisme : Approbation de la modification simplifiée n°2

Sur rapport de M. VEUNAC, la Modification Simplifiée n° 2 du PLU a pour objectif de modifier le règlement du secteur UDti afin de permettre la restructuration de la friche industrielle et commerciale du Garage Franco-Américain, à l'angle de l'avenue Kennedy et de l'avenue du Lac Marion.

Les autres dispositions du PLU restent inchangées.

La procédure de modification simplifiée n° 2 de notre Plan Local d'Urbanisme a été engagée par décision du Président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque en date du 12 juillet 2018 afin de procéder à diverses évolutions réglementaires (règlement littéral) sur le sous-secteur UDti à l'angle des avenues Kennedy et du Lac Marion, entrant dans le champ d'application de la procédure de modification défini à l'article L 153-45 du code de l'urbanisme.

Dans le cadre de la modification simplifiée, le dossier a été mis à la disposition du public pendant un mois, du 08 octobre 2018 au 08 novembre 2018.

Bilan de la mise à disposition du public :

A l'occasion de cette mise à disposition du public, 3 remarques ont été portées sur le registre :

- Une observation rapporte la demande d'augmentation de la hauteur de clôture de 2 à 3 mètres pour mieux protéger les riverains du tissu résidentiel pavillonnaire.
- Les trois remarques font état de l'inadaptation de la procédure de modification simplifiée au regard des capacités constructives, privant le dossier d'être soumis à enquête publique.

Vu l'arrêté préfectoral n°64-2016-07-13-01 en date du 13 juillet 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, fixant notamment ses compétences ;

Vu le champ d'application de la modification simplifiée définie aux articles L153-45 à L153-48 du code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Biarritz approuvé le 22 décembre 2003, modifié le 1^{er} octobre 2004, le 7 avril 2005, le 3 novembre 2006, le 3 octobre 2008, le 23 avril 2010, le 4 novembre 2011, le 29 juin 2012, le 19 juillet 2013, le 9 novembre 2015, le 23 septembre 2017, objet de révisions simplifiées du 16 novembre 2007 et 13 février 2009 et de modification simplifiée le 17 décembre 2014;

Vu la délibération-cadre de la Communauté d'Agglomération pays Basque en date du 08 avril 2017 visant à fixer les modalités de mise à disposition du public dans le cadre de la procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la décision d'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 2 du PLU de BIARRITZ prise par le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays Basque en date du 12 juillet 2018 ;

Vu la notification prévues à l'article L 153-47 du code de l'urbanisme en date du 17 juillet 2018, du dossier de projet de modification simplifiée n°2 à Monsieur le Maire de BIARRITZ, Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Monsieur le Sous-Préfet, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, Messieurs les Présidents du Conseil Régional de la Nouvelle Aquitaine, du Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques, de la Chambre de Commerce et d'Industrie Bayonne Pays Basque, de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Pyrénées Atlantiques, de la Chambre départementale d'Agriculture des Pyrénées Atlantiques, du Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour, du Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale Pays Basque Seignanx, de la section régionale de conchyliculture ;

Vu le courrier du 08 août 2018 par lequel Monsieur le Préfet signale qu'une emprise au sol de 60% aurait pour effet de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant dans une zone de l'application de l'ensemble des règles du plan. Une telle emprise au sol, ne permettrait pas la procédure de modification simplifiée ;

Vu le courrier du 22 octobre 2018 par lequel Monsieur le Président du Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques fait part de son absence d'observations ;

Vu l'avis favorable du Bureau syndical du Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale Pays Basque Seignanx réuni le 13 septembre 2018, insistant sur la nécessité d'assurer la qualité de l'insertion paysagère et de la végétalisation lors de l'instruction du permis de construire pour un projet situé dans un secteur déjà urbanisé et très passant ;

Vu la Décision en date du 12 septembre 2018 de la Mission régionale d'autorité environnementale après examen au cas par cas portant, en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme, sur la modification simplifiée n°2 du PLU de BIARRITZ selon laquelle le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

Vu le porter à connaissance du public des motifs de la modification simplifiée, réalisé :

- par voie de presse locale (La Semaine du Pays Basque du 28 septembre 2018) ;
- par avis d'affichage aux tableaux de la mairie de BIARRITZ le 28 septembre 2018 et de l'Hôtel d'Agglomération le 26 septembre 2018 ;
- par mise à disposition, du 08 octobre 2018 au 08 novembre 2018, à la Mairie de BIARRITZ et à l'Hôtel d'Agglomération Pays Basque, d'un dossier sur le projet de modification simplifiée n°2 comprenant l'exposé des motifs et le contenu du projet, et un registre de recueil observations.

Considérant que trois remarques sont intervenues lors de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n°2 du PLU de BIARRITZ ;

Considérant la nécessité de modifier le dossier de modification simplifiée n°2 du PLU de BIARRITZ, soumis à l'avis des personnes publiques et organismes associés, et mis à disposition du public pendant un mois :

- L'avis de Monsieur le Préfet en date du 8 août 2018 est pris en compte : Il convient de porter le coefficient d'emprise au sol prévu à l'article UD9 de 50% à 55% au lieu de 60% afin de satisfaire aux exigences de l'article L 151-45 et de contenir l'évolution de constructibilité en dessous du plafond de 20%. Il est précisé que cette mesure a pour effet de légitimer la procédure, ce qui répond aux trois remarques du public.
- Le résultat de la mise à disposition du public fait état d'une demande de rehausser la hauteur des clôtures en limites séparatives de 2 mètres à 3 mètres pour préserver l'habitat pavillonnaire alentour des nuisances éventuelles du futur projet. Il est proposé de donner une suite favorable à cette demande.

Au vu de ces éléments, le Conseil Municipal a été invité à :

- Donner un avis favorable au projet de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme après modifications du dossier telles que présentées dans le dernier considérant ci-dessus.
- Demander à la Communauté d'Agglomération Pays Basque d'approuver la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de BIARRITZ

ADOPTÉ

9 - Bourses de l'enseignement supérieur 2018/2019 : Décision d'attribution

Sur rapport de Mme CLARACQ, les demandes d'attribution de bourses communales de l'Enseignement Supérieur sont parvenues au Service de l'Enseignement.

46 dossiers ont été retenus sur les critères des Bourses Nationales qui tiennent compte des revenus, de la situation familiale et du lieu des études.

C'est ainsi qu'a été établie une liste des bénéficiaires d'une bourse d'études au titre de l'année universitaire 2018-2019.

Ces bourses sont réparties ainsi :

- 6 bourses X 100.90 € = 605,40 €
- 5 bourses X 166.90 € = 834,50 €
- 5 bourses X 251.30 € = 1256,50 €
- 5 bourses X 321.80 € = 1609,00 €
- 8 bourses X 392.40 € = 3139,20 €
- 9 bourses X 450.50 € = 4054,50 €
- 7 bourses X 477.80 € = 3344,60 €

Pour un total général de 14843,70 €.

En conséquence, il a été demandé au Conseil Municipal de décider :

- d'attribuer une bourse d'étude aux étudiants bénéficiaires pour un montant global de 14843,70 €.
- que les crédits soient prélevés au chapitre 67, article 6714, fonction 23 du Budget 2018.

ADOPTÉ

10 - Syndicat d'Energie des Pyrénées Atlantiques (SDEPA) : Rapport d'activité

Sur rapport de M. DESTIZON, par délibération en date du 22 décembre 2014, la Ville de Biarritz a voté son adhésion au Syndicat d'Energie des Pyrénées Atlantiques (S.D.E.P.A.).

Le S.D.E.P.A., autorité concédante pour la distribution publique de l'électricité sur son territoire, a transmis à la Ville de Biarritz le bilan 2017 du concessionnaire ERDF.

Le compte administratif de l'exercice 2017 du budget principal affiche un niveau d'épargne brute de 5,340 millions d'euros, un résultat de clôture de fonctionnement de 6,274 millions d'euros, compte tenu des recettes de fonctionnement de l'exercice de 12,292 millions d'euros, du résultat reporté de l'exercice antérieur de 1,335 millions d'euros et des dépenses de fonctionnement de l'exercice de 7,352 millions d'euros.

Il est à noter qu'au total ce sont 17,235 millions d'euros d'investissements, essentiellement des travaux d'éclairage public, qui ont été engagés et mandatés sur l'année 2017.

Sur le territoire de la commune de Biarritz, le SDEPA est intervenu à hauteur de 302 k€ dans le financement des travaux d'enfouissement des réseaux à l'avenue Mac Croskey opération en cours de réalisation.

L'article L5211.39 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux établissements publics de coopération intercommunale prévoit que, le président de l'EPCI doit adresser chaque année avant le 30 septembre au maire de chaque commune, un rapport qui retrace l'activité de l'établissement.

Ce rapport doit faire l'objet d'une communication au conseil municipal.

En application de l'article L 5211.39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu des activités du Syndicat d'Energie des Pyrénées Atlantiques pour l'année 2017, accompagné de la balance du compte administratif est communiqué au Conseil Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

11- INDIGO : Rapport d'activité

Sur rapport de M. CLAVERIE, conformément à l'article L-1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport d'activités, produit chaque année par le titulaire d'une délégation de service public, doit être inscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'assemblée délibérante, qui en prend acte.

En application de ces dispositions, Monsieur le Directeur Régional de la société S.A.P. Indigo, délégataire du service public du stationnement payant à Biarritz, a communiqué les deux rapports d'activités pour l'exercice 2017, l'un concernant les parcs Casino, Clemenceau, Sainte Eugénie, Grande Plage, Gare du Midi conformément au contrat de DSP du 29 septembre 1993, l'autre concernant les parcs Médiathèque et Bellevue conformément au contrat DSP du 7 août 2001.

Les principaux éléments de ces rapports sont présentés ci-après pour chacun des contrats.

CONTRAT DE DSP DU 29/09/1993

Parcs ouvrages Clémenceau, Casino, Ste Eugénie, Gare du midi et Grande Plage

Nombre total de place tous parcs : 1 588 places

1. Clémenceau : 489 places
2. Casino : 348 places
3. Ste Eugénie : 306 places
4. Gare du midi : 305 places
5. Grande plage : 140 places

Compte de résultat

Le montant des produits d'exploitation s'élève à 3 423 K€ pour 2017, en hausse de 3.1% par rapport à 2016, en raison essentiellement de la hausse de la recette des horaires parcs.

Les charges d'exploitation sont d'un montant de 1 485 k€ en 2017, soit une augmentation de 3.5% par rapport à 2016.

Les charges non courantes sont de 421 k€ en 2017 (en hausse de +2.4% par rapport à 2016) et les frais financiers de 133 k€ (en repli de -4.3% comparativement à 2016).

L'effectif total est de 12 personnes, renforcé de 10 saisonniers en juillet et août et concerne les deux contrats de délégation.

Le résultat courant avant impôt atteint 1 384 K€ en 2017, en hausse de 3.7% par rapport à 2016.

CONTRAT DE DSP DU 07/08/2001

Parcs ouvrages Médiathèque et Bellevue

Nombre total de place tous parcs : 550 places

1. Médiathèque : 251 places
2. Bellevue : 299 places

Compte de résultat

Le montant des produits d'exploitation est de 1 007 k€ en 2017, enregistrant une augmentation de 3.4% par rapport à 2016, avec une hausse des recettes des deux parcs du Bellevue (+3.6%) et de la Médiathèque (+2.6%).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 281 k€ en 2017, niveau équivalent à celui de l'exercice précédent.

Les charges non courantes sont de 396 k€ en 2017 (en baisse de -1.2% par rapport à 2016) et les frais financiers de 364 k€ (en repli de -2.1% comparativement à 2016).

Le résultat déficitaire courant avant impôt est d'un montant de -34 K€ en 2017, contre -77 k€ pour 2016, soit une amélioration de 43 k€.

Par ailleurs, conformément à l'article L 1413-1 du C.G.C.T., ces rapports ont été examinés par la Commission Consultative des services publics locaux, réunie le 11 octobre 2018.

En conséquence, il a été demandé au Conseil Municipal de prendre acte de la communication des deux rapports d'activité 2017 pour les contrats de délégations de service public du stationnement payant sur Biarritz du 29 septembre 1993 et du 7 août 2001.

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

12 - SEM SOCOMIX Hôtel du Palais : Rapport d'activité

Sur rapport de M. DESTIZON, l'article 8 de la loi du 7 juillet 1983 et l'article L 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatifs aux sociétés d'économie mixte locales, prévoient que les organes délibérants des collectivités territoriales, doivent se prononcer sur le rapport écrit, soumis une fois par an, par leur représentant au Conseil d'Administration de chaque société d'économie mixte, ce rapport ayant pour objet de présenter la situation de la Société.

En application de ces dispositions, il a été présenté au Conseil Municipal un compte-rendu des activités de la société SOCOMIX HOTEL DU PALAIS pour l'exercice 2017-2018, ainsi que les comptes et bilans approuvés par l'Assemblée Générale de cette Société le 22/06/2018.

Il a été rappelé au Conseil Municipal qu'à l'issue de l'augmentation de capital décidée le 15 octobre 2018, la Société SOCOMIX HOTEL DU PALAIS est une société anonyme de droit privé, de type société d'économie mixte, dont le capital est réparti de la manière suivante :

- Montant du capital : 3 509 445 €
 - ✓ Collectivités Locales : 55 % du capital
- Ville de Biarritz : 54.43 %
- Ville de Bayonne : 0.57 %
 - ✓ Actionnaires privés : 45% du capital
- Société du Louvre : 8.22 %
- JC Decaux Holding : 33.50 %
- Autres actionnaires : 3.28 %

A l'issue de l'entrée au capital social de la JC Decaux Holding, la composition du Conseil d'Administration a été déterminée par l'assemblée générale du 25/10/2018 avec un maximum de 18 membres comprenant :

Au titre des représentants du collège public :

- ✓ Ville de Biarritz :
 - M. Michel VEUNAC, Président
 - M. Guy LAFITE

- Mme Jocelyne CASTAIGNEDE
- M. Guillaume BARUCQ
- M. Stéphanie RICORD
- M. Patrick DESTIZON
- à désigner au cours du CM du 12/12 (en remplacement de Mme LANNEVERE démissionnaire)
- à désigner au cours du CM du 12/12 (en remplacement de Mme PINATEL)
- M. Frédéric DOMEGE
- ✓ Ville de Bayonne : - M. SOROSTE

Au titre des représentants du collège privé :

- ✓ DF Collection (filiale JCDH) :
 - M. Emanuel RUSSEL
 - M. Michel BLEITRACH
 - M. Sébastien CAYEUX
 - M. Jacques-Olivier CHAUVIN
 - Me. Lena WUJEK
- ✓ Compagnie Financière du Louvre :
 - M. Pascal MALBEQUI
- ✓ Autres administrateurs :
 - M. Philippe CASTEL
 - M. Marc DHOSPITAL

Il a également été rappelé qu'un exemplaire des rapports du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels et sur les conventions réglementées a été communiqué au Conseil Municipal en même temps que la note de synthèse.

A. COMPTE DE RESULTAT :

1. CHIFFRE D'AFFAIRES ET VALEUR AJOUTEE :

L'activité de l'Hôtel du Palais a connu une progression par rapport à l'exercice précédent puisque le chiffre d'affaires s'est élevé à **22 038 548.02€** pour l'exercice clos au 31 mars 2018 contre **21 586 299 €** pour l'année précédente **(+2.10%)**.

La valeur ajoutée dégagée au titre de l'exercice 2017-2018 s'élève à soit du chiffre d'affaires, contre **13 105 141 €**, en 2016-2017, soit **60,71 % 61.27 %** du chiffre d'affaires.

2. CHARGES D'EXPLOITATION

En ce qui concerne les charges d'exploitation, les achats de marchandises et matières premières s'élèvent à la somme de **2 622 260.49 €** pour 2017-2018 contre **2 644 683 €** pour 2016-2017.

Les charges externes s'élèvent à la somme de **5 960 290.39 €** en 2017-2018 contre **5 836 475 €** en 2016-2017.

Les salaires et charges sociales s'élèvent à **10 181 252.34 €** en 2017-2018 contre **9 882 078 €** en 2016-2017.

Les dotations aux amortissements sur immobilisations passent de **1 890 397 €** en 2016-2017 à **1 844 633.98 €** en 2017-2018.

Le compte « autres charges » passe de **433 891 €** en 2016-2017 à **500 935.50 €** en 2017-2018.

Cette augmentation est liée à celle du montant des loyers versés à la Ville, qui s'élève à **396 101 €** en 2017-2018, contre **334 921 €** pour l'exercice précédent.

3. RESULTAT D'EXPLOITATION, RESULTAT FINANCIER, RESULTAT EXCEPTIONNEL ET RESULTAT NET

Au total, la balance des charges et des produits d'exploitation de l'exercice se clôture par un résultat d'exploitation positif de **924 236.76 €** en 2017-2018 contre **681 483 €** en 2016-2017.

Le résultat d'exploitation est diminué du résultat financier qui se clôture par un déficit de **106 595.70 €** pour le dernier exercice (**-128 325 €** en 2016-2017).

Après prise en compte du résultat exceptionnel positif d'un montant de **235 192.53 €** (**238 566 €** en 2016-2017) et d'un crédit d'impôt sur les bénéfices de **171 305 €** pour cet exercice (crédit d'impôt de **-29 618 €** en 2016-2017), le résultat net 2017-2018 de la société se clôture par un bénéfice de **881 528.59 €** contre **821 342 €** en 2016-2017.

B. BILAN :

1. ACTIF :

La valeur nette comptable des immobilisations s'établit à la somme de **16 948 517.17€** au 31/03/2018 contre **13 689 133 €** au 31/03/2017.

Les stocks de matières premières, approvisionnements et marchandises, sont évalués à **741 810.32 €** au 31/03/2018, contre **702 979 €** pour l'exercice précédent.

Les créances d'exploitation et autres créances s'élèvent à **3 762 177.22 €** pour le dernier exercice clos contre **3 163 138 €** au 31/03/2017.

Le disponible de trésorerie s'élève au 31/03/2018 à **10 201 991.30 €** dont **500 795.12 €** en valeurs mobilières de placement, contre un solde de trésorerie de **4 378 833 €, €** pour l'exercice précédent.

2. PASSIF :

Le montant des capitaux propres au 31/03/2018 s'élève à **11 812 016.08 €** contre **11 081 821 €** pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 10.73%, conséquence de la reprise du bénéfice de **881 528.59 €** réalisé pour le dernier exercice clos et de la diminution des subventions d'investissements qui font l'objet d'une reprise annuelle dans le compte de résultat, soit d'un montant de **151 334 €** pour le dernier exercice clos (somme identique à celle de l'exercice précédent).

Les emprunts et dettes à long terme auprès des établissements de crédit s'élèvent à **12 556 122.30 €** au 31/03/2018 contre **5 954 899 €** pour l'exercice précédent. Cette augmentation est liée au remboursement en capital de la dette existante et à la souscription d'un emprunt nouveau de **7 700 000 €** pour les travaux extérieurs (piscine et abords).

Les avances, acomptes reçus sur commande et les dettes fournisseurs s'élèvent au montant de **2 928 510.24 €** au 30 mars 2018, contre **2 975 497 €** pour l'exercice précédent.

Les dettes fiscales et sociales sont de **1 415 909.95 €** à la clôture du dernier exercice, contre **1 427 042 €** pour l'exercice précédent.

C. AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017 :

L'assemblée générale, au cours de sa séance du 19 juillet 2017 a décidé d'affecter le bénéfice, soit **881 528.59** au crédit du compte « autres réserves ».

D. DISTRIBUTIONS ANTERIEURES DE DIVIDENDES :

Nous rappelons que les distributions par actions au cours des 3 derniers exercices n'ont fait l'objet d'aucun versement de dividendes.

E. PARTICIPATIONS DE LA SOCIETE DANS D'AUTRES SOCIETES ET FILIALE :

Conformément à l'article L 233- 6 du Code du Commerce, nous rappelons que la société détient 5,63% de participation dans le capital de la Société des Golfs de Biarritz, société anonyme d'économie mixte.

F. ETAT DE LA PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL :

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du Code de Commerce, nous vous précisons qu'au 31 mars 2017 le capital n'est détenu par aucun salarié dans le cadre d'un plan collectif.

G. SITUATION D'ENDETTEMENT DE LA SOCIETE :

L'état d'endettement net de la société au 31 mars 2018 s'élève à **18 351 630 €** et se répartit comme suit :

- dettes à 1 an au plus pour **6 872 853 €**
- dettes à plus de 1 an et moins de 5 ans pour **10 291 470 €**
- dettes à plus de 5 ans pour **1 187 307 €**

H. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES ACTIVITES DE LA SOCIETE POUR L'EXERCICE 2018-2019 :

La Société a décidé de lancer en 2016, un important programme de rénovation et de développement de l'Hôtel afin de pérenniser le label Palace de l'établissement dans un environnement concurrentiel, de plus en plus fort sur le plan international.

A ce titre, l'Hôtel du Palais doit évoluer et offrir à sa clientèle une offre d'accueil, de confort et de services de qualité irréprochable, en tout point conforme aux standards de l'hôtellerie de prestige.

Ce programme de développement de l'hôtel se décline en deux volets, à savoir :

- La réalisation d'un plan pluriannuel de rénovation et de mise aux normes de l'Hôtel
- Le choix d'un opérateur hôtelier permettant de renforcer l'activité commerciale.

La première tranche de travaux, qui porte sur les extérieurs de l'Hôtel du Palais, a été réalisée et livrée fin juin 2018.

Elle a consisté en une rénovation entière de la piscine californienne, des jardins extérieurs, du restaurant d'été le long de la façade de l'Hôtel du Palais et des terrasses.

Le montant de ces travaux s'est élevé à 9,4 millions d'euros H.T.

Dans le cadre du financement de ces travaux, la Société a souscrit un emprunt de 7,7 millions d'euros.

Ces aménagements ont été réalisés par des architectes spécialisés dans l'hôtellerie de prestige (Pierre-Yves ROCHON, Atelier COS).

Les autres tranches de travaux, consacrées en grande partie à l'hôtel, se poursuivront en trois phases successives pendant les prochaines basses et moyennes saisons, à savoir avec :

- Une fermeture totale de l'établissement d'octobre 2018 à juin 2019 et d'octobre 2019 à juin 2020.
- Une fermeture partielle de l'Hôtel d'octobre 2020 à mars 2021.

Depuis la rupture des négociations exclusives avec le groupe « Four Seasons », la Société a relancé les discussions avec les opérateurs de luxe intéressés par la gestion de l'hôtel de Palais.

Au terme du nouveau processus compétitif qui a duré plusieurs mois, l'offre du groupe Hyatt s'est démarquée de celle des autres groupes hôteliers et a été retenue par le conseil d'administration de la Société (le « Conseil d'Administration »).

Un contrat de gestion et de management d'une durée de 30 ans a donc été conclu entre la SOCOMIX et la société Hyatt et signé le 25 octobre dernier.

Pour doter la Société des fonds propres nécessaires au financement du programme de rénovation, la ville de Biarritz a décidé, le 15 octobre dernier, dans le cadre d'un traité, d'apporter, à l'actif de la Socomix, le fonds de commerce de l'hôtel.

De plus l'assemblée générale de la société, a décidé, le 25 octobre dernier, de lancer une augmentation de capital en numéraire avec droit préférentiel de souscription au profit de la Société DF Collection filiale du groupe JC Decaux Holding, qui détiendra 33,5% du capital de la Socomix.

Si les prochains mois consacrés aux travaux de rénovation contribueront à valoriser l'actif, les compétences et qualifications en gestion commerciale et management du groupe Hyatt, reconnues dans le monde entier, permettront à la société de renforcer la puissance commerciale de l'Hôtel qui bénéficiera d'un outil restauré, d'un réseau plus performant à l'échelle internationale et d'une visibilité renforcée.

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

13 - CCAS : Rapport d'activité

Sur rapport de Mme HAYE, il a été présenté au Conseil Municipal un rapport sur les activités du Centre Communal d'Action Sociale de Biarritz pour l'exercice 2017, suite à l'adoption du compte administratif 2017 par le Conseil d'Administration réuni le 13 avril 2018.

Le compte administratif 2017 du Centre Communal d'Action Sociale de Biarritz est composé d'un budget principal et de deux budgets annexes : ceux du service prestataire d'aide à domicile et de l'E.H.P.A.D. Notre Maison.

I – LE BUDGET PRINCIPAL :

A – SECTION FONCTIONNEMENT

Pour l'exercice 2017 le montant total des recettes de fonctionnement s'élève à 3 793 820.07 € et celui des dépenses à 3 741 123.32 €. Compte tenu des reports positifs d'excédents antérieurs, **le résultat global de la section de fonctionnement s'établit à la somme positive de + 180 500.49 €.**

Ci-dessous, une analyse détaillée par secteur d'activité :

1. PETITE ENFANCE

Le secteur Petite Enfance est articulé autour de cinq structures (2 crèches d'un agrément de 53 places et 3 jardins d'éveil d'une capacité de 12 à 16 places) :

Les taux d'occupation restent très bons avec un taux de 78% pour les crèches et de 80% pour les jardins d'éveil. 251 975 heures d'accueil d'enfants ont été enregistrées en 2017, contre 251 969 heures l'année dernière.

La participation de la CAF a connu une nouvelle augmentation (+3.7% par rapport à 2016) alors que celle du Département a également diminué par rapport à 2016 suite à la mise en place des nouveaux critères d'aide aux structures petite enfance. Les participations familles qui atteignent 462 998 € en 2017, ont connu une augmentation de +3.30 % par rapport à l'année dernière.

Le montant des recettes des 5 établissements s'établit à 1 400 880 € en 2017, contre 1 352 616 € en 2016, la Ville encaissant chaque année la subvention de la CAF liée au Contrat Enfance.

Le déficit comptable global des structures petite enfance (hors contrat petite enfance) s'établit donc à – 402 466 € en 2017 pour un déficit de – 373 356 € en 2016.

2. PERSONNES AGEES

SERVICE MANDATAIRE

Le service a enregistré en 2017 43 540 heures contre 44 206 heures d'aide à la personne en 2016.

L'activité du service mandataire représente en 2017 un total de recettes de 41 435 €, contre 44 205 € en 2016, avec un nombre stable d'employeurs servis (autour de 230) et autour de 500 contrats de travail à gérer.

Le service mandataire présente donc en 2017 un résultat négatif de – 2 253.01 €.

LES AUTRES SERVICES

SERVICE DE PORTAGE DE REPAS :

Le titulaire du marché de portage est la société d'insertion Eole basée sur Tarnos.

Cette société a fabriqué et livré 51 797 repas, contre 56 127 repas en 2016 soit une baisse de - 7 %.

Le service a donc enregistré un montant de recettes en baisse en 2017 : 414 559 € contre 442 970 € l'année dernière.

TELE ALARME :

L'activité de télé alarme connaît en 2016 une légère baisse avec un total de 118 personnes adhérentes au service en décembre 2017.

Budgétairement, cette prestation ne représente quasiment rien avec un total de dépense, correspondant à la participation du C.C.A.S à la prestation, proche de 1 834 €.

3. LE DISPOSITIF DES LOGEMENTS TEMPORAIRES

45 familles ont été accompagnées dans les logements temporaires en 2017, soit 4 de plus par rapport à l'année dernière.

Globalement le coût de la gestion de 32 logements d'urgence gérés par le CCAS s'établit pour l'année 2017 à la somme de 184 801 € pour un coût de 193 371 € en 2016.

Le déficit de gestion des logements est, lui, également en baisse à – 1 497.83 € en 2017 pour – 3 788.29 € en 2016.

Les recettes liées à l'activité de logement sont, elles, stables par rapport à l'année 2016 avec un montant réalisé de 126 784 €.

B – SECTION D'INVESTISSEMENT

Les montants réalisés sur la section s'établissent à la somme de 73 627.95 € en dépenses et 195 158.40 € en recettes. Compte tenu des excédents antérieurs de la section, le résultat global de la section s'établit à 1 421 700.95 €.

Les investissements réalisés en 2017 concernent notamment :

- La mise en œuvre de nouveaux logiciels dans les secteurs de la petite enfance et du suivi social pour 8 636 € ;
- Des travaux et aménagements sur les immeubles gérés ou occupés par le C.C.A.S (logements d'urgence, villa des œillets, siège) pour 13 899 € ;
- Le renouvellement de matériels informatiques et de mobilier pour 3 926 € ;

II – BUDGET ANNEXE : SERVICE PRESTATAIRE D'AIDE A DOMICILE

L'activité du service prestataire enregistre en 2017 un léger rebond par rapport à l'exercice précédent avec un total réalisé de **111 918 heures** en progression de **+ 0.58%** par rapport à 2016.

Le nombre d'heures facturées atteint donc **111 918 heures** pour un total de 111 274 heures en 2016 et 112 539 heures en 2015.

La tendance en termes de nombre de bénéficiaires est également en hausse avec une variation globale dépassant 12%.

Les heures facturées au titre de l'**APA** continuent leur progression pour atteindre un montant de **78 464** heures en 2017 pour 74 496 heures en 2016 et 67 459 en 2015. L'augmentation est de plus de 16% sur deux exercices.

A l'inverse, la catégorie des bénéficiaires **caisses de retraite, mutuelles et Carsat** connaît, en 2017, une nouvelle baisse en heures après une faible augmentation en 2016 malgré un nombre de bénéficiaires en forte hausse. Cette baisse traduit une fois de plus le désengagement des caisses qui ne souhaitent plus financer des plans d'aide importants pour leurs bénéficiaires.

L'augmentation du niveau de dépendance des bénéficiaires trouve, cette année encore, son illustration dans la variation à la hausse du nombre **d'heures de week-end** qui atteint désormais **5 232 heures** pour **4 784 heures d'intervention** en 2016.

Sur le plan des dépenses réalisées, l'évolution globale du service est positive avec une baisse des **dépenses réalisées de – 0.44% par rapport à 2016** après une première année de maintien des dépenses réalisées par rapport à 2015.

- Les charges à caractère général :

Les charges du groupe 1 sont en augmentation de 4% par rapport à l'année précédente avec et s'établissent à **25 691 €**.

Sur ce groupe de dépenses sont en particulier constatés des reversements de charges communes au budget principal et aux budgets annexes du CCAS (énergie et fluides, télécommunications, assurances etc...) et représentent moins de 1% du budget global.

- Les charges de structure :

Les charges du groupe 3, qui représentent également une très faible proportion du budget 2016 connaissent une faible augmentation de 1.24% par rapport à l'année 2015 et atteignent la somme de 22 429 € en 2016.

- Les charges de personnel :

Elles constituent la quasi-totalité du budget du service prestataire.

Le montant global des charges de personnel s'établit pour 2017 à la somme de **2 623 431 €** pour un montant réalisé en 2016 de 2 636 948 € soit une baisse de **– 0.51%**.

On continue donc d'assister, depuis trois années, à une stagnation de la masse salariale qui permet de limiter le déséquilibre de ce service prestataire.

Cette stagnation de la masse salariale, notamment due au recrutement en cours d'année de la responsable du service, a été obtenue malgré la mise en œuvre de diverses augmentations de cotisations ayant naturellement contribué à son augmentation (cotisations Ircantec, taux CNRACL, protocole dit PPCR qui a notamment engendré une revalorisation des grilles de rémunération des agents du service).

Globalement, le nombre d'ETP recensés en 2017 toutes catégories confondues se maintient au-dessous de la barre des 100 ETP et atteint un total de 97.22 ETP au 31 Décembre 2017 pour un total de 95.85 ETP en 2016.

Globalement, les dépenses réalisées sur ce budget s'établissent à la somme de 2 672 019.53 € pour 2 625 322.15 € réalisés en recettes. Le résultat 2017 s'établit donc à la somme de – 46 697.38 € contre – 118 707,28 € en 2016.

III – BUDGET ANNEXE : NOTRE MAISON

Le résultat global de l'établissement reste positif en 2017 avec un résultat global de **+ 20 718 €**.

Ce résultat positif a de surcroît été obtenu sans le recours à des Crédits Non Reconductibles comme cela avait pu être le cas sur des exercices précédents.

Le montant global de cet excédent est en baisse par rapport à l'exercice précédent mais l'année 2016 avait notamment vu une vacance de 5 mois sur le poste de directrice de l'établissement qui avait eu pour effet d'améliorer conjoncturellement l'équilibre budgétaire du service hébergement en particulier.

Ce résultat excédentaire se décompose de la manière suivante :

- Le service **dépendance** clôture en excédent en 2017 avec + 4 679 € ;
- Le service **hébergement** clôture, lui, en déficit de – 2 584 € ;
- Le service **soin** continue d'être excédentaire de + 18 623 € en 2017.

Le maintien de cet excédent est notamment lié à une augmentation raisonnable des charges de fonctionnement de + 0.97% par rapport à l'année précédente.

Cette évolution est particulièrement faible sur les charges de personnel avec une augmentation globale limitée à + 0.34 % alors que les charges à caractère général subissent une augmentation de + 2.42 %.

Les charges de structure continuent à baisser de – 0.96% par rapport à 2016.

Les recettes enregistrées sur l'année 2017 sont, pour leur part, en baisse globale de – 1.64 % par rapport à l'année précédente.

Service Hébergement :

Le résultat dégagé par le service hébergement pour l'année 2017 est négatif à hauteur de **– 2 584 €**, notamment lié à une augmentation des charges d'exploitation.

En effet, sur 2017, on assiste à une légère augmentation de certains postes de charges à caractère général (fluides, alimentation) car il semble difficile de maintenir la baisse constatée sur les années précédentes, l'optimisation de ces dépenses ayant déjà été réalisée.

Le groupe des charges de personnel augmente également de + 2.61 %. L' EHPAD n'a plus bénéficié en 2017 de la vacance de poste sur le poste de direction comme en 2016 ce qui a alourdi mécaniquement la masse salariale sur ce service.

Service Dépendance :

Le service dépendance clôture en 2017 sur un résultat positif de **+ 4 679 €** pour un résultat négatif de – 10 976 € en 2016.

Les charges d'exploitation du service dépendance s'établissent à la somme de 104 107 € pour un total réalisé de 96 898 € en 2016.

L'augmentation des montants dépensés sur ce service vient, une fois encore, des charges relatives à l'acquisition et au traitement des protections individuelles malgré un changement de fournisseur et la mise en place de nouveaux protocoles au niveau des équipes soignantes.

Par ailleurs, les charges de personnel payées au titre de 2017 sont en diminution importante de – 12.52%. Le total des ETP rémunérés s'établit à 16.91 ETP.

Service Soins :

Le service soins maintient en 2017 un résultat positif avec un excédent de **+ 18 623 €**.

Les variations sur les charges d'exploitation sont de + 11.21% par rapport à 2016.

En effet, sur 2017, les crédits relatifs aux dispositifs médicaux (acquisition de matériels lourds : lits et matériels médicaux) enregistrent une hausse assez importante de l'ordre de 6 000 € et s'établissent à la somme de 80 716 €.

Ils restent dans la fourchette des 2.32 € par résident et par jour, dotation journalière imposée par l'ARS.

Cette augmentation est liée au remplacement de matériels médicaux vétustes financés par cette dotation de dispositifs médicaux.

Par ailleurs, concernant les charges de personnel, on enregistre des variations différenciées sur les différentes catégories de personnel : sur la catégorie aide-soignant, les effectifs rémunérés sont en augmentation par rapport à l'année 2016.

A l'inverse, on note une baisse globale de 0.62 ETP du personnel infirmier par rapport à l'année 2016.

Enfin, l'établissement a réussi à maintenir sur cet exercice un montant d'intérêt assez faible de 63 171 € pour 160 000 € budgétés.

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

14 - D.S.P. du petit train : Rapport d'activité

Sur rapport de M. VIAL, conformément à l'article L-1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport d'activités de l'exercice écoulé, produit par chaque délégataire de service public de la ville doit être inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

En conséquence, la SARL TXU TXU délégataire du service public pour l'exploitation du Petit Train de Biarritz, a transmis à la Ville de Biarritz son rapport annuel concernant l'exercice du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017. Il a été rappelé que, par délibération du 13 décembre 2013, le conseil municipal a approuvé le choix de la SARL TXU TXU au titre du renouvellement de cette délégation de service public pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} janvier 2014.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 282 k€ pour l'exercice 2017, celui-ci étant en progression de 5% par rapport à 2016. Le résultat net de l'exercice 2017 est bénéficiaire de 39 k€, en repli de -8 k€ par rapport à 2016.

S'agissant du bilan, les fonds propres de la société sont d'un montant de 68 k€ au 31/12/2017, en diminution de -5 k€ par rapport à la clôture de l'exercice précédent.

Pour rappel, des dépenses d'investissement de rénovation des wagons ont été réalisés à hauteur de 53 k€ en 2016, financés par emprunt à hauteur de 50 k€.

La trésorerie nette demeure positive à 47 k€ à la clôture de l'exercice 2017, en repli de -14 k€ comparativement au niveau de la fin 2016.

Conformément à l'article L-1413-1 du C.G.C.T., ce rapport a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics locaux, réunie le 20/11/2018.

Il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir prendre acte de ce rapport.

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

15 - D.S.P. Cinéma Le Royal : Rapport d'activité

Sur rapport de Mme CASTAGNEDE, conformément à l'article L-1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport d'activités de l'exercice écoulé, produit par chaque délégataire de service public de la Ville doit être inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

En conséquence, l'association Version Originale, délégataire du service public pour l'exploitation du cinéma "LE ROYAL", a transmis à la Ville de Biarritz son rapport annuel concernant l'exercice 2017 approuvé par son assemblée générale réunie le 26/10/2018.

Conformément à l'article L-1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce rapport a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, réunie le 20/11/2018 dont les données principales sont reproduites ci-après :

I – LE COMPTE DE RESULTATS

A – Les recettes

Globalement, le niveau des produits d'exploitation s'élève à **630 k€** en 2017, enregistrant une diminution de **117 k€** ou -16% par rapport à 2016, représentant une moyenne journalière de 255 entrées dans un contexte concurrentiel développé.

Il convient de préciser que ce niveau des recettes inclut la subvention de la ville de Biarritz d'un montant de **75 K€** pour tenir compte des contraintes de service public imposées à l'association.

B – Les dépenses

Parallèlement, les charges d'exploitation atteignent **760 k€** en 2017, présentant à l'inverse une augmentation, de **+13 k€** ou +2% par rapport à 2016, malgré la baisse des autres achats et charges externes (**-20 k€** ou -6%) et des impôts et taxes (**-8 k€** ou -11%).

Par contre, les frais de personnel sont en hausse de **9 k€** (ou +4%) en 2017 et surtout, une dotation aux provisions de **35 k€**, liée au constat de l'irrecouvrabilité de la participation des distributeurs à l'investissement numérique (V.P.F.), est constituée.

Il en découle un résultat d'exploitation de -129 k€ en forte diminution par rapport à la clôture de l'exercice 2016 qui s'établissait à +0,3 k€.

Le résultat exceptionnel est négatif de -96 k€, enregistrant une dotation aux provisions d'un montant de 71 k€ pour les contentieux prud'homaux en cours.

Au final, l'exercice 2017 se solde par un déficit de -225 k€, contre un solde négatif de -19 k€ en 2016.

Enfin, en raison des dotations aux amortissements et provisions comptabilisées (106 k€), la capacité d'autofinancement chute à la somme de -118 k€ en 2017 contre -16 k€ en 2016.

II – LE BILAN

A – Cycle d'investissement

Le résultat négatif de **-225 k€** enregistré en 2017 se répercute sur les fonds propres de l'association qui baissent en proportion, passant de 72 k€ au 31/12/2016, à -81 k€ **au 31/12/2017**.

A la date du 31/12/2017, l'association n'a pas de dette financière à long terme inscrite au bilan.

Le fonds de roulement excédentaire de 70 k€ en 2016 s'est par conséquent dégradé fortement en 2017, atteignant un montant de **-85 k€**, le montant de la valeur nette comptable de l'actif immobilisé (3 k€) restant équivalente à celle de 2016.

B – Cycle d'exploitation

La supériorité du volume des dettes exigibles (295 k€) sur l'actif circulant (92 k€) permet de dégager un excédent en fonds de roulement d'exploitation de **203 k€**.

Les dettes à court terme sont en augmentation de **+73 k€** au 31/12/2017 évolution qui se répartit comme suit : fournisseurs (+51 k€), dettes fiscales et sociales (+ 20 k€) et dettes diverses (+2 k€).

Le montant des créances est en baisse significative de **-92 k€** en 2017 par rapport à 2016, en raison de l'évolution des créances clients et comptes rattachés.

C – Trésorerie

Il en découle une trésorerie positive de **119 k€** au 31/12/2017, représentant 1,7 mois de charges de fonctionnement, en hausse de 18 k€ par rapport à 2016.

Il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir en prendre acte de ce rapport.

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

16 - DSP sous-traités de plage : Rapports d'activité

Sur rapport de M. ORTIZ, l'Etat et la Ville de Biarritz ont signé le 3 décembre 2008 une convention de concession de plage portant sur les plages de la Milady, de Marbella, de la Côte des Basques, du Port Vieux, de la Grande Plage - Miramar – Bernain.

L'article R 2124-31 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques prévoit, dans l'hypothèse où la commune décide de sous-traiter une partie des activités de service public exercées sur la plage, l'obligation de recourir, pour la désignation du sous-traitant, à la procédure de délégation de service public.

La Ville a ainsi utilisé cette procédure pour accorder des sous-traités de plage aux exploitants suivants :

- autorisation d'exercice d'une école de surf : 18 sous-traités ont été signés avec 18 écoles de surf différentes, portant sur les plages de la Côte des Basques, Milady, Grande Plage et Miramar

- autorisation d'exercice d'une école de natation - Plage du Port Vieux : M. Jean-Marie LAULHE
- exploitation d'une activité de location de matériel de plage et d'un club de plage sur la Grande Plage de Biarritz : Mme Nelly Delamaria

Les sous-traités signés avec les exploitants prévoient l'obligation pour eux de remettre à la Ville chaque année un rapport d'activités conformément aux dispositions de l'article L 1411-3 du C.G.C.T.

Les données chiffrées principales de l'année 2017 sont les suivantes :

Ecole de natation :

- Exploitation du 1^{er} juillet au 31 août
- 390 clients entre 4 et 10 ans
- Chiffre d'affaire 2017 : 10 500 € (9 500 € en 2016)

Location de matériel de plage et Club de Plage :

- Exploitation du 1^{er} juillet au 31 août
- Environ 500 enfants accueillis de 3 à 12 ans
- CA 2017 :
 - Location de matériel de plage : 29,2 K € (en 2016 : exploitation en régie par la Ville de Biarritz – CA 2016 : 33,4 K €)
 - Club de plage : 16,6 K € (16,1 K € en 2016)

Ecoles de surf :

- Respect de la période d'ouverture prévue à la DSP (1^{er} avril au 15 novembre)
- Fréquentation en hausse : plus de 18 000 personnes accueillies dans l'année (15 000 en 2016)
- Chiffres d'affaires global en hausse : 1 341 K € (1 213 K € en 2016)
- Toutes les écoles utilisent la réservation en ligne
- Toutes les écoles effectuent un suivi de clientèle via divers réseaux sociaux
- 5 écoles possèdent un Surfcamp et 10 ont établi un partenariat avec des hôteliers de Biarritz.
- 11 écoles s'appuient sur la communication du Comité du Tourisme 64
- 8 écoles adhèrent au Contrat de Destination 'Surf Biarritz Pays Basque'

Il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir prendre acte de ces rapports d'activité.

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

17 - Communauté d'Agglomération Pays Basque : Rapport d'activité

Sur rapport de M. VEUNAC, suite à la création de la Communauté d'agglomération Pays Basque à la date du 1^{er} janvier 2017, par fusion des 10 anciennes intercommunalités du territoire du Pays Basque, 2017 constitue sa 1^{ère} année d'existence.

Cette nouvelle intercommunalité est ainsi composée de 10 pôles de proximité, regroupant 158 communes, plus de 300 000 habitants et employant 1 150 agents.

Les principales missions exercées par la C.A.P.B. se présentent comme suit :

1. Le développement économique, le tourisme et l'enseignement supérieur

- La création, l'aménagement et la gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire et artisanale
- L'intervention sur le port de Bayonne, l'aéroport de Biarritz Pays Basque
- La politique locale du commerce et de soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire
- La promotion du tourisme sur le territoire
- Le soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche
- Maintenir un tissu agricole et agroalimentaire dynamique

2. L'aménagement de l'espace

- L'engagement d'une stratégie d'aménagement et de développement du territoire
- Le suivi du schéma de cohérence territoriale, des plans locaux d'urbanisme
- La création et la réalisation de zone d'aménagement concerté d'intérêt communautaire
- Les enjeux de mobilité, d'intermodalité, de transport collectif et scolaire

3. L'équilibre social de l'habitat

- Le pilotage du programme local de l'habitat
- La politique du logement d'intérêt communautaire
- Les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire
- Les réserves foncières
- Les actions en faveur des personnes défavorisées
- La politique de la ville

4. L'environnement

- La prévention, la collecte et la valorisation des déchets
- La politique publique de l'eau
- La politique publique de l'assainissement
- La politique publique du littoral
- La politique publique des milieux naturels

5. La politique linguistique et des services à la population

- La promotion et la défense des langues basque et gasconne
- La politique culturelle
- L'action sociale d'intérêt communautaire

- La gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire
- La compétence des Maisons des services au public

6. Trois autres politiques transversales retenues par l'exécutif

- La transition énergétique et écologique, et l'agglomération citoyenne
- Le transfrontalier et les politiques contractuelles
- L'action en faveur des zones montagnes

7. Rapport financier

Budget principal

Section de fonctionnement

- Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 210 millions d'euros en 2017. Comparativement à 2016, correspondant au cumul des comptes administratifs 2016 des budgets principaux des 10 EPCI ayant fusionné au sein de la C.A.P.B., de certains budgets annexes ainsi que de syndicats dissous, ces recettes sont en hausse de +7.54%. La fiscalité constitue la ressource la plus importante, soit 149 millions d'euros ou 71%, suivie des dotations et compensations reçues, de 43 millions d'euros ou 21%.
- Les dépenses de fonctionnement sont de 182 millions d'euros en 2017, en augmentation de 12.76% par rapport à 2016. Les principales dépenses sont constituées des attributions de compensation reversées aux communes (55.7 millions d'€), des subventions et contributions (45 millions d'€), les charges de personnel et d'indemnités des élus (38.2 millions d'€), les charges de gestion (20.7 millions d'€) et les prélèvements de l'Etat (18.9 millions d'€).
- Après prise en compte des opérations d'ordre, la section de fonctionnement se solde par un résultat excédentaire de 13 millions d'euros.

La chaîne de l'épargne

En millions d'euros	2016	2017
Recettes réelles	195.4	210.1
Dépense réelles	159.2	180.3
Epargne de gestion	36.2	29.8
Intérêts de la dette	4.4	4.1
Epargne brute	31.8	25.7
capital	9.7	10.2
Epargne nette	22.1	15.5

L'année 2016 avait été particulièrement favorable en termes de produits exceptionnels, avec la constatation de la recette liée au contentieux TASCOT de l'ex Agglomération Côte Basque-Adour à hauteur de 6.1 millions d'euros. Sans cette recette exceptionnelle, l'épargne nette afficherait un niveau quasi-équivalent entre ces deux derniers exercices.

Section d'investissement

- Les dépenses réelles d'investissement s'élèvent à 64 millions d'euros en 2017, en diminution de 4% par rapport à 2016. Le total des dépenses d'équipement en 2017 s'est élevé à 47.4 millions d'euros, dont 23.5 millions d'euros de subventions d'équipement versées.
- Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à un montant de 55.7 millions d'euros, dont 30.9 millions d'€ d'excédents de fonctionnement 2016 capitalisés et 18.9 millions d'€ d'emprunts.
- En tenant compte du déficit d'investissement 2016 reporté (9.3 millions d'€), le solde d'exécution cumulé de la section d'investissement du budget principal est globalement négatif de -5 millions d'euros.
- Toutes sections confondues, le résultat global du budget principal après reports et restes à réaliser s'avère positif à hauteur de 2.9 millions d'euros.

Budgets principal et annexes consolidés

La présentation consolidée des sections de fonctionnement de l'ensemble des budgets de la C.A.P.B. présente un solde positif de 22.4 millions d'euros en 2017.

Le solde des sections d'investissement aboutit à un montant négatif de -13.1 millions d'euros.

Après prise en compte des restes à réaliser, toutes sections confondues, le résultat global de l'ensemble des budgets (budget principal et 17 budgets annexes) ressort positif de 7.3 millions d'euros en 2017.

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

18 - Commission Consultative des Services Publics Locaux : Compte-rendu d'activité 2018

Sur rapport de M. BOISSIER, la commission consultative des services publics locaux, présidée de droit par le Maire, est composée d'élus municipaux et de représentants d'associations locales.

Ses attributions sont fixées par l'article L 1413-1 du code général des collectivités territoriales.

Pour l'année 2018, la commission s'est réunie pour :

- examiner les rapports annuels suivants :
 - o rapports annuels 2017 établis par les délégataires de service public (golf du phare, petit train touristique, jeux du casino municipal, stationnement payant, DSP Biarritz océan, cinéma « Le Royal », DSP sous-traités de plage)
 - o rapport 2017 sur le prix et la qualité du service public d'eau potable,
 - o bilans d'activité 2017 des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière (C.C.A.S. de Biarritz, E.P.I.C. Biarritz-Tourisme, E.P.I.C. l'Atabal)

La commission a pris acte de ces rapports.

- formuler un avis sur le principe de la délégation de service public :
 - o aucune procédure n'a été lancée en 2018

Le présent rapport a été présenté au Conseil Municipal en application de l'article L 1413-1 du code général des collectivités territoriales, qui prévoit une information annuelle du conseil Municipal sur l'état des travaux réalisés par la commission.

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

19 - Atout Jeunes : Attribution d'aides à projet

Sur rapport de Mme CLARACQ, dans le cadre du programme d'actions en direction de la jeunesse, le dispositif « Atout Jeunes » vise à soutenir des jeunes de Biarritz dans leurs initiatives.

Cette année, un troisième dossier (2 dossiers présentés lors du Conseil Municipal du mois de septembre) concernant 8 jeunes suivis et accompagnés par l'Espace Jeunes, a été soumis à l'approbation du Conseil Municipal. Il répond à un accompagnement de projet collectif pour un montant de 2.000 euros.

- Voyage interculturel au SRI LANKA : Voyager autrement

Projet porté par des jeunes accompagnés par le Centre Social Maria Pia.

Ils sont au nombre de 8, âgés de 13 à 17 ans dont 6 sont scolarisés sur la commune.

C'est à la suite d'un premier séjour en Irlande il y a deux ans que l'idée de voyager différemment, de mieux connaître le pays que l'on visite, que l'idée a germé : A quoi cela sert-il de voyager ? Comment aller à la rencontre des gens pour mieux connaître leur culture ? Comment transmettre et faire partager cette expérience... Qu'est-ce qu'un voyage Interculturel ?

Soutenus par les animateurs du Centre Social Maria Pia dont la mission est de les accompagner dans la réflexion et le murissement de leur projet, ils ont travaillé sur les stéréotypes et préjugés, sur les notions de voyage « interculturel » et d'échanges.

Parmi les pays visés, le SRI LANKA a été choisi parce qu'il leur assure un accueil et un hébergement en toute sécurité. Les jeunes ont sollicité l'Alliance Française et sont en contact avec un enseignant d'un lycée qui prépare de son côté cette rencontre. Tous sont anglophones.

Le voyage d'une durée de 10 jours est prévu durant les vacances de février 2019.

Depuis un an, les 8 jeunes se retrouvent tous les vendredis en fin de journée pour organiser les différentes étapes : documentation, programme, organisation du voyage, logistique, budget, montage de dossiers, recherche de financements...

La plupart sont issus de familles modestes, l'entraide les caractérise et c'est ce qui les a forgés. Voyager autrement signifie aussi pour eux, une organisation solidaire pour que chacun puisse vivre à part entière le projet et témoigne de son expérience, autour d'un reportage vidéo et photos qui sera présenté aux familles et adhérents du Centre Social à leur retour.

Sur un budget de 11.543€, le groupe apporte un autofinancement de 5.462€. Pour équilibrer la part de chacun ils ont participé à des chantiers négociés par le Centre Social auprès de partenaires locaux tels l'Université, la Société HLM ERILIA...: nettoyage de parcs, nettoyage et déménagement de caves, balcons, travaux de peinture.

Ils ont organisé des stands de vente de crêpes, une pesée du jambon, une tombola... lors de manifestations diverses.

Enfin, les jeunes ont déposé une demande d'aide financière dans le cadre du dispositif PROJETS JEUNES 64 initiés par le Département et la CAF.

Le Centre Social Maria Pia, procède aux autorisations et déclarations obligatoires. Il finance une partie du voyage (1.581€) et met à disposition 2 animateurs professionnels aguerris (1.407€ salaires) qui les accompagneront durant le séjour.

Il s'agit pour la Ville de Biarritz, de soutenir de jeunes biarrots qui font preuve d'engagement.

Ces jeunes souhaitent témoigner de leur expérience, de leur capacité d'organisation au sein de leur établissement scolaire mais aussi à l'Espace Jeunes de la Ville de Biarritz lors de rencontres thématiques « Partir à l'Etranger » organisées pour les 16/25 ans de la commune.

L'Espace Jeunes associé au développement de ce projet, propose de valoriser et d'encourager ces 8 jeunes dans leur initiative en participant aux frais inhérents à ce voyage.

Montant de l'aide proposée : 2000 euros

Affectation de l'aide : Aide directement versée au Centre Social Maria Pia

Il a été en conséquence demandé au Conseil Municipal l'attribution de ces aides en direction des Jeunes de la Ville.

ADOpte

20 - EPIC Biarritz Tourisme : Décision de prise en charge des frais de location de salles publiques à l'occasion d'évènements d'intérêt général pour la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 2018

Sur rapport de M. VIAL, dans le cadre de la politique d'animation locale et touristique mise en œuvre par la Ville de BIARRITZ, le Conseil Municipal est invité, chaque trimestre, à décider de la prise en charge, totale ou partielle, des frais de location des salles publiques suivantes : Casino Municipal, Bellevue, Gare du Midi ou Iraty.

Ces frais de location sont facturés par l'EPIC BIARRITZ TOURISME aux associations qui organisent des manifestations publiques, dont l'objet et la dimension, sur le plan social, culturel, sportif ou touristique, contribuent à l'animation locale ou au rayonnement de la ville vers l'extérieur et répondent donc aux objectifs d'intérêt général recherchés par la collectivité.

La prise en charge de ces frais de location par la Ville de BIARRITZ, en lieu et place des associations organisatrices, est considérée comme une aide indirecte apportée aux associations, dont la décision d'attribution relève du Conseil Municipal.

Selon ce principe, les frais de location de salles publiques sont prélevés sur les crédits inscrits chaque année au budget primitif, au chapitre 011, article 6132.

Au cours d'octobre à décembre 2018, un certain nombre d'associations ou services publics ont présenté une demande de prise en charge de ces frais de location à la Ville de BIARRITZ.

En conséquence, après vérification que ces événements ou manifestations répondent bien aux objectifs d'intérêt général définis par la collectivité, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver la liste, pour la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 2018, des manifestations organisées par des associations locales ou services publics, pour lesquelles la Ville de BIARRITZ prendra en charge les frais de location, qui seront, après facturation, réglés à BIARRITZ TOURISME, conformément à l'article 9-1 du contrat d'affermage du 18 janvier 2006 et prélevés sur les crédits inscrits au budget annexe 2018, article 6132.

En application de l'article L2313-1, alinéa 2 du CGCT, la liste des concours attribués à ces associations sous forme de prestations en nature, sera annexée aux documents budgétaires.

ADOpte

21 - SEM des Golfs de Biarritz : Adoption des tarifs 2019

Sur rapport de Mme SAUZEAU, l'article 16 du contrat de concession du golf du Phare, signé le 27 novembre 2006 entre la Ville de Biarritz et la Société des Golfs de Biarritz, prévoit que le concessionnaire peut, s'il le souhaite, faire varier ses tarifs chaque année, sous réserve de l'accord de la Ville de Biarritz.

À ce titre, la Société des Golfs après examen par le conseil d'administration de la SEM a transmis la grille des tarifs du golf du phare applicables en 2019.

- Les tarifs 2019 des abonnements à l'année, à titre individuel ou de couple, feront respectivement l'objet d'une augmentation de 1.81 % et 1.87 % par rapport à 2018, soit 1897 € en individuel et 3063 € en couple (cotisation association sportive comprise).

- Les tarifs 2019 des abonnements sur 10 mois, à titre individuel ou de couple, connaîtront une valorisation de 2,20 % par rapport à 2018, soit 1304 € en individuel et 2115 € en couple. Le taux de 2,20% correspond à celui de l'inflation connu au 30 septembre 2019.

- Le tarif 2019 de l'abonnement 1 an individuel, pour les moins de 25 ans, augmentera de 0.78 % par rapport à 2018, soit 996 €

- Le tarif de l'abonnement 1 an individuel, pour les moins de 18 ans et enfants des membres, passera de 140 € en 2018 à 150 € en 2019.

En conséquence, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver la grille des tarifs abonnements 2019 du golf du Phare.

ADOpte

22 - Décision modificative de crédit n°3

- **BUDGET PRINCIPAL**
- **BUDGET ANNEXE IMMEUBLES ET ACTIVITES SOUMIS A LA TVA**

Sur rapport de M. LAFITE, examinée par la commission des finances réunie le 11/12/2018, la décision modificative de crédits n°3 se présente comme suit :

I. BUDGET PRINCIPAL

Section	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	381 146.03	381 146.03
Investissement	97 896.03	97 896.03
Total	479 042.06	479 042.06

A. Fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre à la somme de **381 146.03 €** correspondant principalement aux inscriptions en dépenses détaillées ci-dessous par chapitre :

En dépenses

➤ Chapitre 011 Charges à caractère général :	165 050.00€
➤ Prestations de services	138 050.00€
➤ Entretien matériel	27 000.00€
➤ Chapitre 012 Frais de personnel	-34 000.00€
➤ Rémunérations personnel auxiliaire	-34 000.00€
➤ Chapitre 65 Autres charges de gestion (subventions) :	128 200.00€
➤ Subvention à caractère culturel	122 000.00€
➤ Subvention proximité à la population	200.00€
➤ Subvention à caractère social	6 000.00€
➤ Chapitre 66 Charges financières	24 000.00€
➤ Part en intérêts emprunt 2018 (1ère échéance trimestrielle 2018)	24 000.00€
➤ Chapitre 023 Virement prévisionnel :	97 896.03€

En recettes

➤ Chapitre 70 Produits des services et du domaine	186 750.00€
➤ Redevance de stationnement :	186 750.00€
➤ Chapitre 73 Impôts et taxes	126 000.00€
➤ Taxe additionnelle aux droits de mutation :	126 000.00€
➤ Chapitre 042 Opérations d'ordre entre sections	68 396.03€
➤ Transfert travaux en régie :	68 396.03€

B. En investissement

La section d'investissement s'équilibre à la somme de **97 896.03€** correspondant principalement aux inscriptions détaillées ci-dessous par chapitre :

En dépenses

➤ Chapitre 21 Immobilisations corporelles	2 500.00€
➤ Acquisitions de matériels techniques	2 500.00€
➤ Chapitre 040 Opérations d'ordre entre sections	68 396.03€
➤ Transfert travaux en régie :	68 396.03€
➤ Chapitre 16 Emprunts	27 000.00€
➤ Remboursement emprunt 2018 (1ère échéance trimestrielle 2018)	27 000.00€

En recettes

- **Chapitre 021 Virement prévisionnel :** **97 896.03€**

II. LE BUDGET ANNEXE DES IMMEUBLES ET ACTIVITES SOUMIS A LA TVA

Section	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	216 538.00€	216 538.00€
Investissement	-314 048.00€	-314 048.00€
Total	-97 510.00€	-97 510.00€

A-Fonctionnement

En dépenses

- **Chapitre 011 Charges à caractère général** **513 586.00€**
- Fluides 50 000.00€
 - Sous-traitance -97 414.00€
 - Honoraires 505 000.00€
 - Autres frais 56 000.00€
- **Chapitre 66 Charges financières** **-18 000.00€**
- Part en intérêts -18 000.00€
- **Chapitre 67 Charges exceptionnelles** **35 000.00€**
- Annulation de titres 5 000.00€
 - Subvention d'équipement EPIC Atabal 15 000.00€
 - Subventions de fonctionnement 15 000.00€
- **Chapitre 023 Virement prévisionnel:** **-314 048.00€**

En recettes

- **Chapitre 75 Autres produits de gestion courante** **216 538.00€**
- Autres produits du domaine 216 538.00€

B-Investissement

La section d'investissement s'équilibre à la somme de 50 632.46€ correspondant principalement aux inscriptions détaillées ci-dessous par chapitre :

En dépenses

- **Chapitre 23 Travaux** **-382 048.00€**
- Travaux de bâtiment Casino -527 586.00€
 - Travaux EPIC Atabal 15 000.00€
 - Travaux Skate Park 160 538.00€

➤ Chapitre 16 Emprunts	68 000.00€
➤ Ajustement part en capital	68 000.00€

En recettes

➤ Chapitre 021 Virement prévisionnel :	-314 048.00€
---	---------------------

En conséquence, après avoir donné lecture du rapport détaillé de présentation de cette décision modificative de crédits n°3, il sera proposé au Conseil Municipal de bien vouloir adopter celle-ci dans les conditions prévues à l'article L 2312-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui stipule que les crédits seront votés par chapitre, et si le Conseil Municipal en décide ainsi, par article.

Il sera donc proposé au Conseil Municipal de voter cette décision modificative de crédits chapitre par chapitre :

1 - Budget principal

Fonctionnement

Dépenses

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
011	Charges à caractère général	165 050.00	165 050.00
012	Frais de personnel	-34 000.00	-34 000.00
65	Autres charges	128 200.00	128 200.00
66	Charges financières	24 000.00	24 000.00
023	Virement prévisionnel	97 896.03	97 896.03
Total		381 146.03	381 146.03

Recettes

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
70	Produits des services	186 750.00	186 750.00
73	Impôts et taxes	126 000.00	126 000.00
042	Opérations d'ordre	68 396.03	68 396.03
Total		381 146.03	381 146.03

Investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
21	Immobilisations	2 500.00	2 500.00
16	Dettes	27 000.00	27 000.00
040	Opérations d'ordre	68 396.03	68 396.03
Total		97 896.03	97 896.03

Recettes

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
021	Virement prévisionnel	97 896.03	97 896.03
Total		97 896.03	97 896.03

2- Budget annexe SPIC tva

Fonctionnement

Dépenses

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
011	Charges à caractère général	513 586.00	513 586.00
66	Charges financières	-18 000.00	-18 000.00
67	Charges exceptionnelles	35 000.00	35 000.00
023	Virement prévisionnel	-314 048.00	-314 048.00
Total		216 538.00	216 538.00

Recettes

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
75	Produits de gestion courante	216 538.00	216 538.00
Total		216 538.00	216 538.00

Investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
23	Travaux	-382 048.00	-382 048.00
16	Dettes	68 000.00	68 000.00
Total		-314 048.00	-314 048.00

Recettes

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
021	Virement prévisionnel	-314 048.00	-314 048.00
Total		-314 048.00	-314 048.00

ADOPTÉ

Mme ECHEVERRIA, MM. SAINT-CRICQ, PUYAU, DOMEGE, Mme DARRIGADE,
Mme AROSTEGUY S'ABSTIENNENT

23 - EHPAD Notre Maison - Centre d'Accueil de Jour Alzheimer : Approbation du plan de financement définitif

Sur rapport de Mme DAGUERRE, par délibération en date du 15/02/2017, le conseil municipal avait décidé la création d'un Centre d'accueil de jour pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'une maladie apparentée sur le site de l'EHPAD « NOTRE MAISON ».

D'une capacité de 12 places, la construction de ce centre a été achevée au mois de février dernier et comme annoncé dans la délibération susvisée, une large consultation a été opérée auprès des caisses de retraite complémentaire pour proposer la réservation d'heures aux personnes allocataires bénéficiant de cette nouvelle structure.

A l'issue de cette consultation, la Ville de Biarritz a reçu trois réponses favorables pour l'acquisition de priorités d'accueil des organismes suivants :

- IRCEM – RETRAITE pour deux tranches de 60 jours / an et une participation de 10 000€
- AGIRC - AGRICA pour trois tranches de 60 jours / an et une participation de 15 000€
- ARRCO - AGRICA pour trois tranches de 60 jours / an et une participation de 15 000€

qu'il convient de formaliser dans une convention de réservation pour ce centre d'accueil de jour autonome.

Parallèlement aux participations financières des caisses de retraite, la ville de Biarritz bénéficie d'une subvention de 90 000 € du Conseil Départemental des Pyrénées Atlantiques au titre du contrat territorial Côte Basque Adour.

Dans ces conditions, en vue de recouvrer toutes les participations extérieures et après avis de la commission des finances, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- approuver le plan de financement définitif de l'aménagement d'un Centre d'accueil de jour pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'une maladie apparentée sur le site de l'EHPAD « NOTRE MAISON » tel que détaillé ci-après :

DEPENSES

RECETTES

DEPENSES	Montant TTC	RECETTES	Montant TTC
Travaux et honoraires de maîtrise d'œuvre compris	1 124 659,89 €	Subvention Conseil Départemental des Pyrénées Atlantiques	90 000,00 €
		Subvention IRCEM	10 000,00 €
		Subvention AGIRC - AGRICA	15 000,00 €
		Subvention ARRCO - AGRICA	15 000,00 €
		Autofinancement ville de Biarritz	994 659,89 €
TOTAL	1 124 659,89 €	TOTAL	1 124 659,89 €

- et d'autoriser monsieur le Maire à signer les conventions de réservation pour un droit de placement prioritaire dans l'accueil de jour de l'EHPAD Notre maison avec les trois institutions de retraite (IRCEM – AGIRC AGRICA – AGIRC ARRCO).

ADOPTÉ

24 - Subventions : Décision d'attribution

Sur rapport de M. CLAVERIE, après examen par la commission des finances le 11/12/2018, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir décider l'attribution des subventions de fonctionnement détaillée ci-après :

Article	Fonction	Bénéficiaire		Montant
Budget principal				
65	65741	524	Subvention Association des Anciens des Missions et Opérations Extérieures des Pyrénées Atlantiques	200 €
65	65741	33	Subvention exceptionnelle Université du temps libre de Biarritz	2 000 €
65	65741	520	Subvention exceptionnelle Association Chrysalide	6 000€
65	65741	33	Subvention complémentaire Biarritz Événement	120 000 €
Budget annexe SPIC TVA				
67	6742	0009	Subvention d'équipement EPIC Atabal pour acquisition de matériels techniques	15 000 €

ADOPTÉ

25a - CLECT : Approbation du rapport n°1 sur l'évaluation des charges transférées et la fixation des attributions de compensation

Sur rapport de M. LAFITE, dans le cadre défini à l'article 1609 nonies C IV du code général des impôts, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) a pour principale mission de procéder à l'évaluation des charges liées aux transferts de compétences entre communes et la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

Bien qu'elle ne définisse pas les attributions de compensation, tâche qui revient aux exécutifs locaux (conseils communautaire et municipaux), la C.L.E.C.T. contribue à garantir l'équité financière entre les communes et la communauté en apportant transparence et neutralité des données financières déclarées par les communes membres.

Créée par délibération communautaire en date du 04/02/2017, la C.L.E.C.T. a été réunie le 16/10/2018 pour procéder à la validation de l'évaluation des transferts de charges liés aux prises de compétence suivante :

- Aménagement entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage pour les communes de Saint Jean de Luz et de Saint Pée sur Nivelle
- Tourisme pour les communes de Lahonce et Urt
- GEMAPI et GRAND CYCLE DE L'EAU pour les communes membres des syndicats mixte suivants :
 - Syndicat mixte du bassin versant de la Nive
 - Syndicat Erreka Berriak
 - Syndicat mixte de la Nive maritime
 - SIPBAMA
 - SIGOM
 - Syndicat de l'Aygas

Par correspondance en date du 24/10/2018, monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque a communiqué à la Ville de Biarritz le rapport n°1 de la C.L.E.C.T. détaillant les montants individuels des contributions versées par les communes membres pour les trois derniers exercices 2015 / 2016 / 2017 et la moyenne triennale des contributions.

Dans ces conditions et après avis de la commission des finances, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Approuver le rapport N°1 de la C.L.E.C.T. du 16/10/2018 tel que présenté en annexe de la note de synthèse,
- Autoriser M. le Maire à effectuer toutes les démarches utiles et nécessaires en vue de l'application de la présente délibération et à signer tout document se rapportant à ce dossier.

ADOpte

25b – CLECT : Approbation du rapport n°2 sur les ajustements des attributions de compensations liées à l'application des principes du pacte financier et fiscal

Sur rapport de M. LAFITE, créée par délibération en date du 04/02/2017, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) a été réunie le 16/10/2018 pour procéder à la validation :

1. De l'ajustement des attributions de compensation des communes membres de l'ex-Syndicat intercommunal de la zone artisanale d'Ayherre dans le cadre du pacte financier et fiscal préexistant.

2. De l'ajustement définitif des attributions de compensations pour compenser les pertes de dotations communales liées à la fusion (principe n°11 du pacte financier et fiscal).

Par correspondance en date du 24/10/2018, monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque a communiqué à la Ville de Biarritz le rapport n°2 de la C.L.E.C.T. détaillant l'impact sur les montants individuels de l'attribution de compensation communautaire en fonction des modalités détaillées ci-après :

- Compensation pour toutes les communes ayant subi une perte de dotations liée à la fusion à hauteur de 90% pour un montant total de 1 188 182€
- Restitution de la somme de 980 617€ pour huit communes ayant bénéficié d'un gain de ressources effectif dont la ville de Biarritz pour 220 837€
- Prélèvement sur le budget communautaire de 207 565€

Dans ces conditions et après avis de la commission des finances, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Approuver le rapport N°2 de la C.L.E.C.T. du 16/10/2018.
- Autoriser M. le Maire à effectuer toutes les démarches utiles et nécessaires en vue de l'application de la présente délibération et à signer tout document se rapportant à ce dossier.

ADOpte

26 - Titres irrecevables : Décision d'admission en non-valeur et décision de remise gracieuse

Sur rapport de M. LAFITE, Monsieur le Trésorier Principal de Biarritz a transmis à la Ville de Biarritz les relevés des titres de recettes afférents aux derniers exercices budgétaires pour lesquels toutes les tentatives de recouvrement se sont avérées infructueuses (liquidation de la société, absences de coordonnées ou insolvabilité du tiers débiteur ...).

Dans ces conditions, après examen de la commission des finances, il a été demandé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable pour l'admission en non-valeur des titres irrécouvrables récapitulés ci-après par budget et par exercice budgétaire :

Budget principal :

- Année 2008 :..... 96.00 €
- Année 2009 :..... 115.10 €
- Année 2010 :..... 366.40 €
- Année 2011 :..... 915.24 €

- Année 2012 :..... 477.59 €
- Année 2013 :..... 2 521.70 €
- Année 2014 :..... 3 279.73 €
- Année 2015 :..... 3 211.09 €
- Année 2016 :..... 2 595.09 €
- Année 2017 :..... 1 144.99 €
- Année 2018 :..... 597.48 €

soit un total de **15 320.41 €** qui sera prélevé sur les crédits inscrits au budget 2018, article 6541 fonction 01 « créances admises en non-valeur » du budget principal ;

Par ailleurs, plusieurs commerçants du centre-ville ont sollicité un dégrèvement ou une annulation de leur redevance d'occupation du domaine public, pour des motifs liés à des impossibilités d'exploitation de terrasse ou cessation d'activité en cours d'année. Les créances concernées sont les suivantes :

Exercice	Débiteur	N° Titre	Réduction	Motif
2017	Société LE TRIO Enseigne LAKETUA	2431	3 300.00 €	Terrasse inexploitable en journée en l'absence d'autorisation de store banne
2017	CHOCOUC Joël Le Café Fumant	2411	100.00 €	Terrasse inexploitable en raison de travaux du trambus
2017	Société MAIA MI Enseigne Les Cocottes	2810	60.79 €	Cessation d'activité
2018	SARL MAZAGRAN La Tireuse	2763	111.30 €	Terrasse inexploitable en raison de travaux de copropriété
2018	SARL L.RG. Le Bouchon Biarrot	2911	77.70 €	Terrasse inexploitable en raison de travaux du trambus
Total			3 649.79 €	

Compte tenu de ces éléments, l'annulation de ces dettes apparaît justifiée.

En conséquence, il a été demandé au Conseil Municipal :

- d'émettre un avis favorable pour l'admission en non-valeur des titres précités pour un montant total de 15 320.41 €,
- et d'accorder une remise gracieuse des dettes ci-dessus pour un montant total de 3 649.79 €.

ADOpte

27 - Convention financière avec la Communauté d'Agglomération Pays Basque pour le plan de redynamisation du pôle Biarritz Océan : Signature d'un avenant n°1

Sur rapport de M. VEUNAC, par délibération en date du 28/09/2016, le Conseil Communautaire de l'Agglomération Côte Basque Adour avait validé le principe d'un accompagnement financier des investissements portés par la ville de Biarritz pour la redynamisation du pôle Biarritz Océan et le versement d'une subvention fixée à 426 000€ pour la première tranche de travaux (2015-2016) de 2 066 000€ HT complètement réalisée à ce jour.

A l'article 2, la convention financière prévoyait un terme fixé au 31/12/2017 pour transmettre les pièces justificatives nécessaires au versement de la subvention communautaire.

Or compte tenu du dépassement du calendrier prévisionnel pour l'exécution des travaux à la Cité de l'Océan et à l'Aquarium, la production des pièces justificatives a été décalée au-delà de la date indiquée plus haut.

Dans ces conditions, pour permettre le versement du solde de la participation communautaire, il est nécessaire de prévoir une prorogation de la convention financière jusqu'à la date de versement du solde de la participation.

Dans ces conditions et après avis favorable de la commission des finances, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 portant prorogation de la convention financière adoptée par la Communauté d'Agglomération Pays Basque le 29/09/2018 dernier.

ADOpte

28 - Application des articles L 2122-22 et L 2122-23 du CGCT

Sur rapport de Mme BLANCO, il a été rendu compte au Conseil Municipal de :

➤ Signature de marchés publics :

- Signature de marchés passés selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant la fourniture de mobilier scolaire pour l'école des Thermes Salins, avec :
 - Lot n° 1 (mobilier scolaire maternelle, élémentaire) : Société DELAGRAVE, pour un montant de 16 795,00 € T.T.C.
 - Lot n° 2 (mobilier spécifique, ludique et pédagogique) : Groupement SEJER / INTERFORUM, pour un montant de 13 991,32 € T.T.C.
 - Lot n° 3 (mobilier de bureau, de stockage, vestiaire) : Société MANUTAN COLLECTIVITES, pour un montant de 3 313,25 € T.T.C.

- Signature de marchés passés selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant les aménagements de voirie aux Thermes Salins (fourniture de bordures et de bancs en béton parement pierre naturelle), avec :
 - Lot n° 1 (Fourniture de bordures) : Société MTP, pour un montant de 56 030,83 € T.T.C.
 - Lot n°2 (Fourniture de bancs en béton parement pierre naturelle) : Société MTP, pour un montant de 13 499,13 € T.T.C.
- Signature de marchés passés selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant l'acquisition de véhicules électriques neufs de type VL et VU, avec :
 - Lot n° 1 (2 fourgonnettes électriques pour la Propreté Urbaine) : Groupement BASKOTO / DIAC LOCATION / ETCHART ENERGIES, pour un montant de 40 850,32 € T.T.C.
 - Lot n°2 (5 véhicules électriques pour le pool Mairie) : Groupement 76 198,59 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant le traitement anti-termite préventif et curatif des bâtiments de la Ville, avec la Société DETEC BOIS, pour un montant de 7 735,20 € T.T.C. (pour les années 2018/2019 – 2020 et 2021).
- Signature de marchés passés selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant les aménagements de voirie et des abords de l'école des Thermes Salins, avec :
 - Lot n° 1 (Voirie) : Société EUROVIA AQUITAINE, pour un montant de 271 991,83 € T.T.C.
 - Lot n°2 (Eclairage public) : Société ETPM, pour un montant de 79 152,72 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant les travaux de réfection de la couverture en ardoises et des ouvrages de zinguerie de l'église Sainte Eugénie, avec la Société GARAT, pour un montant de 294 326,60 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles 27 et 30 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant la réfection des modules du Skate Park, avec la Société MERLOT, pour un montant de 177 584,22 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant la création de courts de Tennis à Aguilera – Relance du lot n° 4 (courts en terre battue), avec la Société SPORTS F. MEGIAS, pour un montant de 42 509,76 € T.T.C.

- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, portant sur la gestion du parking en enclos de Chapelet, avec la Société EFFIA STATIONNEMENT pour un montant mensuel de 2 490,00 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant la pose et la dépose de décors d'illuminations pour les fêtes de fin d'année, avec la Société SUD SERVICES SONO SUD OUEST, pour un montant de 44 805,60 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant le renouvellement d'une infrastructure de virtualisation VMWARE – Serveurs et stockage, avec la Société INOSI, pour un montant de 120 956,15 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la faisabilité technico-économique du réseau eau de mer, avec la Société OTEIS, pour un montant de 58 104,00 € T.T.C.

➤ Signature d'avenants aux marchés publics :

- Signature d'un avenant de prolongation à l'accord-cadre à bons de commande concernant la fourniture de produits d'entretien pour le Centre technique municipal, la Cité administrative, la cuisine centrale et les écoles, avec la Société PIERRE LE GOFF, jusqu'au 31 décembre 2018.
- Signature d'un avenant de prolongation au marché de prestation de nettoyage de vêtements professionnels, avec la Société ELIS SERVICES, pour une durée courant du 1^{er} octobre 2018 au 31 décembre 2019.
- Signature d'un avenant de transfert à l'accord-cadre à bons de commande concernant l'acquisition de papier reprographique, suite à l'acquisition, par la Société LACOSTE, de la Société ACTUEL BURO initialement titulaire du marché.
- Signature d'un avenant de transfert au marché d'étude d'avant-projet pour la requalification du quartier Saint Martin, suite au changement de dénomination sociale du cotraitant mandataire, la Société INFRA CONCEPT SN, devenue la Société TSA 24.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n° 3 : Fondations profondes – Gros œuvre – Ravalement), avec la Société RAMERY, ayant pour objet la prise en compte du nouveau planning des travaux.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n° 15 : Appareil élévateur), avec la Société CFA, ayant pour objet la prise en compte du nouveau planning des travaux.

- Signature d'un avenant n° 1 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n° 19 : VRD – Aménagements extérieurs), avec la Société ABOURNAGUE, ayant pour objet la prise en compte du nouveau planning des travaux.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de prestations de transports d'œuvres d'art de l'exposition « Biarritz 1918 – 2018 » à l'espace Bellevue avec la Société ATLANTIC LOGISTIQUE pour un montant de 1 315,00 € H.T.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de conception et réalisation d'une animation 4D à la Cité de l'Océan, avec la Sté CL CORPORATION, concernant la modification de l'article 3 de l'acte d'engagement du marché relatif au délai d'exécution.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n° 3 : Fondations profondes – Gros œuvre – Ravalement), avec la Société RAMERY, pour un montant de 5 737,50 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n° 4 : charpente – ossature et façades bois), avec la Société LAMECOL, pour un montant de 6 435,31 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°8 : métallerie – serrurerie), avec la Société SAMET BESSONART, pour un montant de 2 266,80 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°11 : menuiseries intérieures), avec la Société ETCHEPARE, pour un montant de 2 030,04 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°12 : carrelages – faïences), avec la Société OYHAMBURU, pour un montant en moins-value de – 76,46 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°17 : chauffage, ventilation, plomberie, sanitaire), avec la Société EIFFAGE ENERGIE THERMIE, pour un montant de 8 614,39 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°18 : électricité CFO/ CFA), avec la Société INEO AQUITAINE, pour un montant en moins-value de – 2 037,79 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n° 19 : VRD – Aménagements extérieurs), avec la Société ABOURNAGUE, pour un montant de 30 962,40 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux d'aménagement paysager de la Côte des Basques (Lot n° 1 : Voirie – Eaux pluviales – Maçonneries), avec la Société COLAS SUD OUEST, pour un montant de 57 493,79 € T.T.C.

- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux d'aménagement paysager de la Côte des Basques (Lot n° 2 : Eclairage – Réseaux secs), avec la Société ETPM, pour un montant de 46 877,40 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux d'aménagement paysager de la Côte des Basques (Lot n° 4 : Maçonnerie), avec la Société LANDAN, pour un montant de 25 440,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de rénovation des vestiaires du personnel des ateliers du Golf du Phare (Lot n° 1 : Démolition – Gros œuvre – Plâtrerie/isolation/faux-plafonds – Carrelage/faïence – Terrassement/VRD), avec la Société ARROKA BTP, pour un montant de 2 741,96 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de rénovation des vestiaires du personnel des ateliers du Golf du Phare (Lot n° 5 : Peinture), avec la Société PAU PEINTURE, pour un montant de 7 440,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de réhabilitation de la Villa Natacha (Lot n° 4 : Menuiseries intérieures), avec la Société MCCC, pour un montant en moins-value de – 5 215,60 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de réfection des toitures et travaux divers à l'EHPAD Notre Maison (Lot n° 3 : Etanchéité), avec la Société SMAC, pour un montant de 2 073,06 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de fourniture de mobilier scolaire pour l'école des Thermes Salins, avec la Société DELAGRAVE, pour un montant de 6 208,63 € T.T.C.
- Signature d'un avenant à l'accord-cadre à bons de commande pour une mission de scénographie en vue des travaux sur les sites de l'Aquarium et de la Cité de l'Océan, avec le Groupement SCEN'ART / TSA / COMMENT / BETEC / CHF / INGETUDES, ayant pour objet d'augmenter le montant maximum pour l'année 2018 (108 000,00 € T.T.C.) en raison de prestations supplémentaires.

➤ Signature de conventions :

- Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec l'Association KUNMING, concernant la mise à disposition du complexe sportif de la Halle aux Sports (mur à gauche) afin d'y organiser la pratique de Gymnastique traditionnelle chinoise de santé, pour une durée totale de 57 h 45 d'utilisation, du 25 octobre au 4 novembre 2018.
- Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec l'Association OLYMPIC NICE NATATION, concernant la mise à disposition de la piscine municipale, afin d'y organiser la pratique de la natation, pour une durée totale d'utilisation de 5 jours et 28 h 00 d'utilisation, du 29 octobre au 3 novembre 2018.
- Signature d'une convention d'utilisation de locaux communaux à la Crypte Sainte Eugénie, mis à la disposition de l'artiste LILIVANDEL, pour l'organisation de son exposition dans le cadre du festival « Le temps d'aimer » qui s'est déroulée du 8 au 23 septembre 2018.

- Signature d'une convention d'utilisation de locaux communaux à la Crypte Sainte Eugénie, mis à la disposition de de M. François LOUSTAU, pour l'organisation de son exposition « La beauté du monde » qui s'est déroulée du 26 mai au 4 juillet 2018.
 - Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec M. TAUZIAT, pour la vente de marrons grillés sur la place Clémenceau.
- Régies de recettes :
- Régie de recettes des expositions culturelles :
 - Arrêté du 27/9/2018 fixant les tarifs de vente des entrées et produits dérivés.
 - Régie de recettes pour la perception de la taxe de séjour :
 - Arrêté additif du 16/11/2018 décidant de l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds et augmentant le montant maximum de l'encaisse.
- Défense des intérêts de la Ville de Biarritz dans l'action en justice intentée par :
- Madame C.D. & autres, devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant l'annulation de l'arrêté d'un permis de construire en date du 5 avril 2018 et la décision de rejet du recours gracieux,
 - Monsieur P.L. & autres, devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant l'annulation contre l'arrêté d'un permis de construire délivré le 5 avril 2018, ainsi que la décision de rejet du recours gracieux,
 - Monsieur F.A., devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant l'annulation du contrat conclu entre la commune de Biarritz et la SEM SOCOMIX relatif à l'Hôtel du Palais de Biarritz,
 - Monsieur F.A., devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant l'annulation de la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Biarritz du 30 juillet 2018 relative au contrat de bail emphytéotique entre la commune et la SEM SOCOMIX,
 - Monsieur et Madame R.D., devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant l'annulation du PC du 15 mai 2018 pour la délivrance d'un permis de construire et la décision de rejet du recours gracieux,
 - Monsieur L.C. & autres, devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant l'annulation de l'arrêté du permis de construire du 2 mai 2018, ainsi que la décision de rejet du recours gracieux formé contre ledit permis.

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

La séance est levée à 21 H 30.